

Point de vue 2.M.

Driss KHROUZ

Les assemblées annuelles du Fonds Monétaire International(FMI) et de la Banque Mondiale à Marrakech : le passé exorcisé ?

Les assemblées annuelles du FMI et de la BM qui se réunissent du 9 au 15 Octobre à Marrakech sont des réunions institutionnelles qui ont lieu une fois tous les trois ans en dehors de leur siège à Washington où se déroulent les deux autres.

Le choix du pays hôte obéit à des critères de stabilité politique, de fiabilité financière, de bonne gestion macroéconomique et d'alternance entre les continents.

La candidature du Maroc avait été retenue depuis octobre 2018 (choisie parmi treize pays candidats) pour l'édition 2021 qui a été reportée à cause de la crise de la Covid 19.

Ces réunions ; » sessions - d'automne » », sont un rite dans les agendas des deux institutions.

C'est d'une grande rencontre qu'il s'agit, avec des réunions de plusieurs commissions et comités, de plusieurs instances et à vocation médiatique en priorité. Les comités d'experts, de managers et de consultants ont déjà finalisé leurs rapports, leurs scénarii et leurs propositions de recommandations.

Il y a bien entendu toute la symbolique de l'organisation pour le pays hôte et toute la pédagogie de proximité, d'échanges et d'écoute des différents acteurs et protagonistes de la finance mondiale et de leurs vis-à-vis locaux, politiques, civils, associatifs, experts, médias, etc.

Le Maroc excelle dans ce registre.

14.000 participants de haut niveau prennent part aux rencontres de Marrakech, dont 189 représentent les délégations officielles des pays membres. Les Ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales qui composent le conseil d'administration (C.A) de chacune des deux institutions en sont des composantes politiques essentielles.

A côté des deux C. A, il y a lieu de souligner le rôle majeur du comité du développement et celui du comité monétaire et financier-CMFI- (le fameux groupe des vingt-quatre issu du conseil des gouverneurs du FMI).

Les deux « sœurs jumelles » sont créés à Bretton-woods aux USA à la suite du chaos engendré par la seconde guerre mondiale. Elles sont distinctes par leur nature juridique, leurs missions, leurs compositions et leurs implications.

Elles portent l’empreinte de l’architecture institutionnelle mise en place par les alliés victorieux avec ses composantes politiques, juridiques, financières, économiques, culturelles et commerciales.

Il fallait alors réorganiser le commerce, les investissements, réglementer les flux monétaires, les devises- clés, les normes, les règles, ainsi que les conventions entre les pays et dans chaque pays. L’arsenal ainsi conçu est immense, il s’agit bien de la mise en place des prémices de la mondialisation de la finance, des multinationales capitalistes, du « plan Marshall » en faveur de la reconstruction de l’Europe, de l’étalon or, des DTS (droits de tirage spéciaux), des devises clés, des contreparties des monnaies en or et devises, du « dollar roi » etc.

Schématiquement, la banque mondiale et ses instances sont en charge des financements des investissements et du suivi des politiques de développement. C’est une mission qui s’inscrit dans les politiques structurelles et les grands projets à moyen et à long terme. Ses expertises et ses recommandations aident les pays membres qui la sollicitent à entreprendre des réformes, à financer leurs investissements et à les évaluer régulièrement leurs politiques de croissance. Le président de la BM est par tradition un américain.

Le FMI dont le (la) directeur(trice) général(e) est souvent un(e) européen(ne), intervient dans les mesures de stabilité financière à travers la gestion des besoins des pays en liquidités et en moyens de paiements dans le cadre de mesures conjoncturelles. C’est pour cela que les indicateurs fondamentaux dans ses rapports et avis sont basées sur les déficits, les ratios d’endettement, l’inflation, les balances commerciales et de paiement et bien sûr les politiques budgétaires, les politiques monétaires et la primauté du marché, du libéralisme, de l’entreprise privée et de la concurrence.

La B.M comme le F.M orientent leurs diagnostics comme leurs recommandations sur les questions de gouvernance et de fonctionnement des lois du marché -capitaliste -libéral -concurrentiel. Toutes leurs doctrines disqualifient l’Etat et ses interventions dans les mécanismes économiques, monétaires et financiers. L’économie et la finance sont affaire de capitalistes managers privés.

Le comité préparatoire marocain des assemblées générales est présidé par le gouverneur- wali de Bank Al-Maghrib.

C'est une remarquable opportunité pour les responsables marocains de partager avec les élites de la finance mondiale les efforts réalisés par le pays : les élans prodigieux pour soigner et reconstruire les zones touchées par le séisme, réagir efficacement aux effets de l'inflation mondiale, atténuer les retombées structurelles conjoncturelles de la crise sanitaire. Le socle repose sur l'ossature que sont la stabilité politique et institutionnelle ouverte, ainsi que les équilibres macroéconomiques portés par des percées industrielles et économiques notables, malgré la persistance des contraintes d'une économie en émergence dans un contexte mondial et régional handicapant.

Ces rendez-vous de Marrakech exorcisent un passé bien chargé entre le Maroc et les deux institutions :

Le pays a dû subir les politiques d'austérité et de récession à la suite de la mise en place des programmes d'ajustements structurels (les PAS) à partir de 1982 jusqu'en 1998. Tous les services publics de base avaient subi les chocs des désengagements de l'Etat dans une économie mal gérée où l'incompétence le disputait aux passe-droits et à la corruption.

Il a fallu attendre les années 2000 pour la reprise des initiatives, des réformes structurelles et de projets d'envergure dans une économie qui s'ouvre sur l'économie mondiale.

Sans entrer dans les détails, les PAS sont en fait des mesures inadaptées, des schémas transposés de pays en pays. Ce n'est ni le FMI, ni la BM qui ont amené l'économie marocaine à l'impasse. Ce sont les choix inappropriés et la mauvaise gestion par des dirigeants marocains qui étaient responsables des crises.

Aujourd'hui, le Maroc est crédible. Il est apprécié pour ses stratégies .il bénéficie de larges facilités auprès des deux institutions. Il est parmi le petit nombre de pays bénéficiaires de la ligne de crédit flexible -modulable (LCM), dont le montant est de 5 milliards de dollars sur deux ans.

Rabat.12 octobre 2023.

